

**POUR L'ENSEIGNEMENT  
PROFESSIONNEL PUBLIC**



**Syndicat  
National  
Unitaire de  
l'Enseignement  
Professionnel**

**Bulletin Académique N°25  
19 mars 2012**

<http://www.bordeaux.snuep.com/>

**26, rue Paul Mamert  
33800 Bordeaux / 0556689891  
[snuepaquitaine@gmail.com](mailto:snuepaquitaine@gmail.com)**

## **POSTES PLP : UNE SITUATION DRAMATIQUE**

La situation prévisionnelle des suppressions de postes de PLP en LP/SEP/EREA/SEGPA avant le Comité Technique du 26 mars est catastrophique : plus de 190 suppressions de postes ! **Des disciplines sont fortement impactées par la suppression d'une année d'enseignement : en enseignement général, 22 suppressions en Lettres-Histoire, 14 en Lettres-Anglais, 14 en Maths-Sciences ; en industriel, 12 en électrotechnique, 6 en Maintenance des Véhicules, 4 en MSMA, 3 en Génie Construction (il ne restera bientôt plus de postes dans ces disciplines...); en tertiaire, 17 en Compta, 11 en Communication, 15 en Vente ; mais aussi 9 en Biotechnologie, 3 en STMS, 7 en Arts Appliqués...Quant aux créations, on en compte une quarantaine mais elles sont en partie liées au transfert du LP Brémontier vers le nouveau Lycée polyvalent de Bègles. La moitié des postes supprimés sont occupés par des Titulaires, l'autre moitié par des Contractuels. Les Collègues touchés par des Mesures de Carte Scolaire vont donc être fort nombreux et le mouvement intra risque d'être très difficile. Par ailleurs, des Contractuels non en CDI risquent fort de souffrir de cette situation et se retrouver ainsi au chômage ! Le Comité Technique du 26 mars sera donc un moment fort de la contestation de cette grave situation.**

## **Congés de formation**

Le groupe de travail concernant les congés formation s'est tenu le mardi 15 mars. Les moyens ont été diminués de façon drastique sans concertation, ni information au dernier Comité Technique Académique. **Ces moyens passent de 735 mois à 480 mois (soit une baisse d'environ 35 %).**

Cela augmente encore le temps d'attente pour obtenir un congé de formation. Avec une telle baisse, on s'achemine vers un blocage complet du dispositif très rapidement avec des durées d'attente en augmentation (4 ans chez les PLP, mais déjà 6 ans chez les certifiés). **La FSU a dénoncé cette pénurie entretenue par le Ministère, qui fragilise tous les ans la formation continue des enseignants.**

En conclusion pour les années à venir, si vous envisagez de prendre un congé formation dans un futur proche, n'attendez plus et dès novembre 2012, inscrivez-vous (chaque année) afin de cumuler des demandes.

Dernier point, pour les collègues qui souhaitent se désister, il convient impérativement de la faire avant le 30 avril 2012 afin que les candidats en liste complémentaire puissent accéder à la formation, sinon les moyens sont définitivement perdus. Attention, ceux qui se désisteront après cette date perdront l'ancienneté de demande à partir du 2<sup>ème</sup> désistement hors délais.

**Pierre VERDEYROUT**

## **Mutations inter-académiques : près de 80 % de vœux non-satisfaits.**

Au vu du projet de mouvement, les mutations 2012 ne pourront satisfaire la plupart des collègues : sur 4 715 demandes, il y a cette année 1 300 stagiaires en première affectation et 1 000 collègues satisfaits en intégrant les postes spécifiques. Près de 80 % des collègues voient leurs vœux non satisfaits, si l'on exclut les stagiaires et les collègues affectés dans le cadre du mouvement spécifique.

Une fois de plus, nous constatons des situations de rapprochement de conjoint sans solution, même avec des enfants ou des bonifications liées à des problèmes de santé et ce, parfois pour la 7e année consécutive. Ce type de situation est inacceptable et le SNUEP-FSU a demandé en vain une attention particulière pour ces collègues en rapprochement de conjoint.

**Le SNUEP-FSU réaffirme son attachement à un retour à un mouvement national, seul à même de satisfaire un maximum de collègues.**

## **Quel projet pour l'école ?**

**Le jeudi 15 mars à 19 heures à la Maison Cantonale Bordeaux Bastide**, la FSU a organisé une soirée débat avec les organisations politiques présentes lors des prochaines échéances électorales (hormis le front national) sur la question de l'école. Etait représenté LO, NPA, Front de gauche, PS et Modem. Le SNUEP a profité de l'occasion pour poser une question sur l'enseignement professionnel :

« Le gouvernement ne cesse d'utiliser tous les moyens pour casser l'enseignement professionnel. Dans notre académie on observe la fermeture de sections, la réduction de capacités d'accueil, la baisse de la DGH et au final 196 suppressions de postes dans les établissements de l'enseignement professionnel public. Donc c'est une politique qui vise à marginaliser l'enseignement professionnel public. Le Président de la République a confirmé cette politique en annonçant l'augmentation du taux d'apprentis dans les entreprises de plus de 250 salariés et l'intégration de l'apprentissage dans les LP. Cela se traduira mécaniquement par la disparition de l'enseignement professionnel sous sa forme actuelle. Votre avis concernant cette politique ? »

Tous les représentants des candidats aux élections professionnelles présents sont intervenus pour répondre à nos questions. Quasi consensus sur les conséquences très néfastes du Bac Pro en 3 ans ainsi que sur l'apprentissage, qui casse l'enseignement professionnel et fourni de la main d'œuvre gratuite et corvéable à merci.

Même chose sur la suppression des postes dans les établissements de l'enseignement professionnel qui reflète l'abandon des filières professionnelles.

Néanmoins, une différenciation du Modem qui est favorable à l'alternance mais à partir des études supérieures.

**Jérôme JOLIVET**

**Pour l'enseignement professionnel  
> Ne lâchons rien!**

## **Bilan de santé à l'Education : le Ministre choisit un organisme privé !**

La FSU apprend avec consternation que le ministre de l'Education Nationale vient de décider d'attribuer la gestion du bilan de santé professionnel pour les personnels de l'éducation nationale âgés de 50 ans, à un organisme privé.

La FSU tient à rappeler la grande faiblesse de la médecine de prévention dans l'Education Nationale, qui conduit l'Etat à ne pas assurer les obligations comme par exemple la visite médicale quinquennale. Malgré les promesses du ministre Luc Chatel, seulement une vingtaine de médecins de prévention ont été recrutés sur les 80 annoncés et compte-tenu des départs en retraite, plusieurs académies restent sans médecin de prévention, alors que la santé des personnels de l'Education nationale se dégrade comme le relève la récente enquête du Carrefour Social.

## **La loi relative à la précarité dans la fonction publique a été promulguée et publiée dans le Journal Officiel du 13 mars 2012**

➔ Sur notre site vous trouverez un lien pour télécharger cette loi (Rubrique Contractuels)

➔ **Dans le Journal** du SNUEP « Pour l'enseignement professionnel N°67 » vous trouverez un article important sur les modalités d'application de cette loi.

## **Non versement de la rémunération au titre du premier jour de congé de maladie des agents publics.**

La circulaire d'application des dispositions de l'article 105 de la loi n°2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, sur le non-versement de la rémunération au titre de premier jour de congé de maladie des agents publics civils et militaires.

Cette circulaire, signée par les délégués des ministres de la fonction publiques et du budget le 24 février, est en cours de publication au Journal officiel.

## **Groupe de travail et Comité Technique Académique**

Groupe de travail le 20 mars, puis un Comité Technique Académique le 26 mars 2012 : parmi les points de l'ordre du jour les créations et suppressions de postes d'enseignants.

**Le Conseil Syndical Académique du SNUEP-FSU de l'Académie de Bordeaux, qui se tiendra le Mardi 3 avril 2012 de 9h30 à 17 heures Au LP SAINT-EXUPERYAVENUE DU LYCEE 40160 PARENTIS-EN-BORN.**